

Qu'est-ce que le gouvernement propose de faire maintenant, sachant que l'accord entre l'Ontario et Ottawa doit entrer en vigueur le 30 juin? Le vice-premier ministre fera-t-il une déclaration à l'appel des motions aujourd'hui pour clarifier les intentions du gouvernement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, pour répondre à la question, le ministre d'État aux Finances que ses fonctions retiennent à l'extérieur m'informe que l'accord conclu avec l'Ontario en avril est un accord préliminaire sur la réglementation des opérations de valeurs mobilières faites dans cette province par des institutions régies par le gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral a dit clairement qu'il n'a pas l'intention d'imposer un tel accord préliminaire aux autres provinces sans leur consentement.

Apparemment, à la réunion d'hier, on ne s'est pas entendu sur la méthode employée. Cependant, le ministre d'État aux Finances s'est dit entièrement disposé à discuter avec les provinces pour résoudre ce problème. Il est prêt à les rencontrer n'importe quand pour en arriver à une solution satisfaisante qui permettrait au gouvernement fédéral et aux provinces de travailler ensemble et de conclure des accords sur cette très importante question.

Mlle Nicholson (Trinity): Le gouvernement est encore une fois dépassé par les événements parce que beaucoup de grandes maisons de placement étrangères s'installent au Canada, dont l'une a un actif plus de deux fois supérieur à celui de toutes les institutions financières du Canada réunies.

M. Garneau: C'est ça le problème. Nous l'avons soulevé souvent.

LA POSITION DU MINISTRE

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, le ministre d'État aux Finances a dit espérer que les autres provinces prennent l'accord avec l'Ontario comme modèle. Il aurait répondu aux objections des provinces qu'il ne se laisserait pas intimider par leurs ultimatums.

Je constate que le vice-premier ministre a adopté un ton beaucoup plus conciliant. Le vice-premier ministre prétend-il que le ministre d'État aux Finances a été mal cité?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Je ne dis pas cela du tout, monsieur le Président. Le ministre d'État aux Finances m'a dit hier soir au téléphone qu'il ne voulait absolument pas imposer l'accord conclu avec l'Ontario aux autres provinces.

Il est tout disposé à négocier une entente satisfaisante avec chacune des provinces. On a supposé que la proposition, que l'Ontario a soumise d'elle-même au gouvernement fédéral et qui a été acceptée, servirait de modèle.

Questions orales

De toute évidence, les opinions diffèrent là-dessus. Je puis donner à la députée l'assurance que cette question sera traitée dans un esprit de conciliation et de coopération. C'est ce que vise le ministre.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

LES DÉPENSES FAITES EN FAVEUR D'UN HAUT FONCTIONNAIRE DE L'AMBASSADE CANADIENNE À WASHINGTON

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au vice-premier ministre. Comme il le sait maintenant, le directeur des communications du premier ministre, M. Bruce Phillips, a dépensé plus de 80 000 \$ en services divers lorsqu'il représentait le Canada à Washington.

D'après la Loi sur l'accès à l'information, les contribuables lui ont fourni une maison de 4 491 pieds carrés qui comprenait un abri anti-aérien, une piscine et une salle de musique. En outre, 21 000 \$ ont été dépensés pour acheter des cristaux, de la porcelaine, des couverts, de petits appareils ménagers et un aspirateur. On a également dépensé 28 000 \$ pour des meubles. On lui a aussi fourni gratuitement son bois de chauffage et nettoyé son dessus de lit. On lui a installé un système de sécurité et réparé son robot ménager . . .

Des voix: A l'ordre!

M. le Président: Le député a une liste passionnante, mais il devrait poser sa question.

M. Murphy: Je vous présente mes excuses pour la longueur de cette liste, j'espère que le gouvernement le fera aussi.

Le vice-premier ministre pourrait-il nous expliquer dans quelle mesure ces services étaient essentiels et comment ils ont aidé le gouvernement à lutter contre le déficit?

M. Nystrom: Avec les conservateurs les temps sont difficiles, Don.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la question de la maison fournie à M. Phillips lorsqu'il a été nommé à Washington a déjà été soulevée par le député. Je me contenterai de déclarer que l'achat de cette maison est tout à fait conforme aux usages . . .

M. Broadbent: Du gouvernement.

Mlle Carney: . . . relatifs à cette catégorie particulière de poste.

Des voix: Oh, oh!

Mlle Carney: Je peux lui assurer que les frais en question sont . . .

M. Rossi: Retournez à Disney World.